

## Notes pour une allocution du Chef du Bloc Québécois

Montréal – 24 septembre 2008

---

J'aimerais saluer le maire de Montréal, M. Gérald Tremblay, contre qui j'ai joué au football dans ma jeunesse. Le football est un sport rude et il faut croire que ça prépare bien à la politique. Je salue Mme Isabelle Hudon, la dynamo de Montréal, la présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce, ainsi que tous les membres ici présents : je vous remercie de cette invitation. J'aimerais saluer Bernard Descôteaux, Louise Harel, Carole David, Karen Leggett, Pierre Roy, Roger Frappier, Jacques Léonard, Karel Mayrand, Jean-Luc Trahan et Elliot Lifson. Avec pareil aréopage, nous avons un échantillon remarquable de Montréal dans toutes ses dimensions. Je salue également les candidats du Bloc Québécois de Montréal. Je vous remercie tous de votre présence et j'en suis honoré.

Comme vous le savez sans doute, le maire Tremblay a écrit à tous les chefs des partis fédéraux pour leur demander de prendre des engagements pour Montréal au cours de cette campagne électorale. C'est ce que je vais faire aujourd'hui au nom du Bloc Québécois. Mais avant cela, j'aimerais dire quelques mots à propos des conservateurs, de Michael Fortier et aussi de la culture. Ce que j'aimerais souligner, c'est que nous n'avons toujours pas entendu ce que les conservateurs avaient à proposer aux Montréalais. Michael Fortier est le ministre responsable de Montréal au gouvernement Harper. J'ai un message pour lui :

*M. Fortier, il serait temps de prendre des engagements au nom du Parti conservateur au lieu de jouer à l'homme sandwich dans les rues de Montréal!*

En fait, les conservateurs ont fait des propositions, mais elles sont négatives, comme les coupures en culture. Hier j'étais au Club Soda pour assister au spectacle des artistes contre les coupes en culture. Une Chambre de commerce, c'est aussi un très bon endroit pour en parler parce que la culture, c'est un moteur économique important dans toutes les régions du Québec. M. Harper ne comprend rien à la réalité québécoise. La culture au Québec, c'est 314 000 emplois. Ce secteur économique fournit 171 000 emplois directs. Mais il y a aussi tous les emplois indirects. Selon le Conference Board, l'effet multiplicateur est de 1.84, ce qui signifie que la culture, au Québec, c'est 314 000 emplois.

Il y a donc des dizaines de milliers de familles de la classe moyenne qui vivent de la culture. Le revenu moyen des emplois en culture au Québec en 2005 était de 32 135 dollars. Ça fait beaucoup de Québécois moyens, ça, M. Harper! À Montréal seulement, en 2005, la culture a généré des retombées économiques de 1,4 milliard de dollars et connaissait un taux de croissance annuel de 4,7%. Ceux qui, comme Stephen Harper, traitent les artistes de bandes d'enfants gâtés, oublient un peu trop rapidement ce que de petites subventions peuvent avoir comme effet à terme. Dans le temps, quand le Cirque du Soleil n'était encore qu'une toute petite entreprise dans Charlevoix, René Lévesque leur a donné quelques milliers de dollars.

Le Cirque du Soleil est devenu une multinationale qui fait notre fierté et qui a créé des milliers d'emplois et généré des retombées économiques spectaculaires pour le Québec. Il y a des industries qui font face à la concurrence féroce des pays émergents et qui doivent subir les conséquences des délocalisations en Chine, par exemple, qui offre de la main d'œuvre bon marché. Ce qu'on oublie trop souvent c'est que la créativité québécoise, ça, c'est quelque chose que les Chinois ne peuvent pas faire à notre place.

Les coupures des conservateurs en culture, c'est un coup porté par exemple à l'Orchestre symphonique de Montréal, qui devra trouver d'autres sources de financement pour ses tournées internationales. L'OSM en tournée dans le monde vaut des millions de dollars en publicité pour Montréal et le Québec – et aussi pour le Canada... Et on coupe là-dedans? C'est vrai que les conservateurs et M. Fortier, la publicité qu'ils aiment, c'est la publicité négative!

Stephen Harper répète sur toutes les tribunes que le budget de la culture a augmenté. C'est faux, ce n'est pas parce que le budget de Patrimoine Canada augmente que le budget consacré à la culture augmente. Le budget consacré à la politique de multiculturalisme, une politique rejetée par le Québec, a augmenté. Mais celui consacré à la culture a baissé de 27 millions depuis l'arrivée des conservateurs et ça, c'est avant les coupures annoncées cet été.

La réalité, c'est que pour faire passer cette décision idéologique, les conservateurs font du populisme de bas étage en s'attaquant aux artistes, à l'art et à la culture. Le chef conservateur va se brûler les doigts, parce que la culture, en plus d'être l'âme de la nation québécoise, c'est aussi un secteur économique. Stephen Harper devrait savoir que si les Québécois se préoccupent d'économie, ils sont aussi amoureux de leur culture!

Monsieur le maire, dans votre lettre, vous mentionnez 5 grandes thématiques et j'aimerais revenir sur chacune d'entre elles. Mais avant cela, vous y allez de trois demandes d'ordre plus général. Sans modifier la Constitution comme vous l'avez précisé, vous demandez de revoir les rôles et les responsabilités des trois ordres de gouvernement, de concert avec le gouvernement du Québec. Je veux que vous sachiez que nous sommes ouverts à cette idée. Et si, avec le gouvernement du Québec, la Ville de Montréal parvient à une entente à ce sujet, vous aurez notre appui. Vous demandez aussi que le Canada se dote d'une politique des transports.

Ça fait au moins dix ans que le Bloc Québécois déplore l'absence d'une stratégie cohérente du gouvernement fédéral en matière de transport dans les domaines de sa compétence. Par exemple, le Canada est le seul pays à ma connaissance où les trains de passagers doivent s'arrêter pour laisser passer des trains de marchandises. La politique fédérale pour les aéroports fait en sorte que le Canada est devenu un des endroits les plus chers au monde pour atterrir. C'est comme si Ottawa considérait les voyages internationaux comme une nuisance.

Au Québec, nous avons le Saint-Laurent qui est une sorte d'autoroute bleue, mais le transport maritime est complètement négligé par Ottawa, alors que voilà un moyen de transport parmi les plus propres et dont la croissance est très forte. Tout le long du Saint-Laurent, il y a des infrastructures fédérales en décrépitude jusqu'ici à Montréal quand on arrive au pont Champlain, où là nous sommes dans le brouillard parce que le ministre Cannon refuse de nous dire l'état réel de cet ouvrage. Par contre, le Québec a déjà une stratégie nationale de transport et ce que doit faire le gouvernement fédéral, c'est de respecter les choix du Québec.

Le Bloc Québécois va continuer à exiger de la cohérence d'Ottawa dans ses propres responsabilités et, de cette façon, nous allons avancer. Finalement, vous voulez des revenus prévisibles, permanents et croissants. Comme vous le savez, le Bloc Québécois propose que pour les projets d'infrastructures, chacun paie à hauteur de ses moyens, soit 50% pour Ottawa, 35% pour Québec et 15% pour les villes. Je réitère donc l'appui du Bloc Québécois et je vous assure que la Ville de Montréal peut compter sur le Bloc Québécois.

Parmi les thématiques, il y a les investissements dans les infrastructures. Les infrastructures municipales et stratégiques du Québec requièrent toujours de façon urgente des investissements majeurs en raison de leur état de détérioration et de vieillissement. Là-dessus, nous sommes parfaitement d'accord. Pour des fins d'efficacité, le Bloc Québécois demande que le gouvernement fédéral, plutôt que de multiplier les programmes, les regroupe

sous la forme d'un fonds de transfert unique, inconditionnel et récurrent. En raison des besoins financiers des municipalités, le Bloc Québécois continuera à faire pression pour porter immédiatement à 0,05 \$ la taxe sur l'essence transférée aux villes, au lieu d'attendre l'année fiscale 2009-2010, comme c'est actuellement prévu.

L'argent est là, il ne manque que la volonté politique. Comme je le mentionnais un peu plus tôt, nous continuerons également à presser le gouvernement fédéral de modifier la répartition des investissements en infrastructure selon la formule du 50 – 35 – 15. La Ville de Montréal pourrait ainsi accroître sa marge de manœuvre à la fois par une hausse des revenus et une réduction de ses dépenses. Montréal pourrait se refaire une jeunesse, avec un *lifting* de ses infrastructures ou en bon français, un bon ravalement de façade!

Le transport est une des priorités de Montréal et c'est le cas dans toutes les grandes villes du monde. J'ai bien aimé voir le maire rouler avec son vélo Bixi l'autre jour lors de la Journée sans auto. Et comme c'était une journée sans véhicule, M. Fortier ne pouvait pas venir faire son petit tour... Plus sérieusement, il y a une confluence de plus en plus évidente entre l'environnement et l'économie. Le Québec est confronté à un énorme défi : celui de la réduction de notre dépendance au pétrole. En 2006, le Québec a importé du pétrole brut pour une valeur de 16 milliards de dollars. Il s'agit d'une véritable saignée pour l'économie québécoise qui explique en bonne partie notre déficit commercial de plus en plus élevé.

Le pétrole appauvrit déjà le Québec terriblement, mais si nous ne faisons rien pour réduire drastiquement notre dépendance au pétrole, on se dirige vers une véritable catastrophe économique. En matière de lutte aux changements climatiques, si le Québec veut faire sa part, nous devons aussi réduire notre consommation de pétrole. C'est pour ça que Kyoto, pour le Québec et pour Montréal, c'est payant. C'est pour ça que Montréal s'est dotée d'une bourse du carbone malgré les obstacles semés par le gouvernement Harper. C'est aussi ce qui explique que le Québec a décidé de participer au 2<sup>e</sup> plus vaste marché des échanges de droits d'émissions au monde avec 10 États et provinces canadiennes, malgré le refus du gouvernement Harper.

Le gouverneur de la Californie a fortement critiqué le gouvernement Harper au sujet de son manque de leadership en environnement. Mais pour les conservateurs, Arnold Schwarzenegger n'est pas crédible, c'est un artiste! Le Bloc Québécois a conçu un plan de réduction de notre dépendance au pétrole. C'est un plan réaliste qui nous permettrait de garder chez nous des milliards de dollars, pour faire des investissements ici même. J'en parlerai plus en détails

dans quelques jours. Mais un des aspects fondamentaux de ce plan de réduction de notre dépendance au pétrole a trait aux transports. Le Bloc Québécois est en faveur de toute initiative de nature à accroître l'usage des transports en commun.

Il y a quelques années, nous avons proposé une déduction fiscale pour l'achat de laissez-passer de transport en commun. Les conservateurs ont repris cette idée et c'est tant mieux. Nous proposons maintenant que cette déduction devienne remboursable, de façon à ce que les gens qui ne paient pas d'impôt soient eux aussi encouragés à prendre les transports en commun. Nous voulons ainsi contribuer à créer le cercle vertueux qui fait que plus il y a de gens qui prennent le transport en commun, plus il y a de services. Il y a le transport en commun urbain et il y a aussi le transport en commun interurbain. J'arrive de Québec où j'étais hier et je rêve du jour où nous pourrions faire le trajet dans un train, un train rapide, qui nous aurait amenés de Québec à Montréal en moins de deux heures.

Le train rapide, c'est depuis longtemps un moyen de transport éprouvé en Europe. C'est aussi le cas au Japon, en Chine, et bientôt en Afrique du Sud et dans plusieurs pays émergents. Dans beaucoup de ces projets de train rapide, il y a un point commun : il y a Bombardier qui soumissionne, car Bombardier est le premier fournisseur de matériel ferroviaire au monde. Quand on envisage un tel projet et qu'on évalue les coûts, on doit aussi regarder les retombées. Pour le Québec, un train rapide, ce sont des retombées économiques importantes parce que c'est quelque chose que nous pouvons fabriquer chez nous et c'est aussi un moyen de réduire notre consommation de pétrole. Nous avons la technologie, il y a quatre millions de personnes qui vivent dans le corridor Montréal-Québec, et il y a des appuis très forts à Québec. Les premiers ministres du Québec et de l'Ontario appuient tous ce projet. Et ici à Montréal, c'est le maire Tremblay qui a pris l'initiative et je l'en félicite!

Moi-même, j'ai appuyé un tel projet dès l'automne 2006. La réaction des conservateurs et en particulier du ministre des Transports, Lawrence Cannon, a été de ridiculiser ce projet. Depuis, le ministre Cannon a ravalé ses moqueries. À Ottawa, le seul parti qui a défendu ce projet, qui a mis de la pression sur le gouvernement pour le financement des études de faisabilité, c'est le Bloc Québécois. Vous pouvez compter sur le Bloc Québécois pour continuer à mettre la pression sans relâche jusqu'à ce que nous puissions partir de Québec pour aller à Montréal et vice-versa en train rapide!

Il reste 20 jours à cette campagne électorale et j'aimerais bien que Michael Fortier vienne prendre l'engagement, au nom du parti conservateur, de tout faire pour que le train rapide se réalise. La question est la suivante : le Parti conservateur est-il, oui ou non, en faveur d'un train rapide reliant Québec,

Montréal, Toronto, Windsor et éventuellement les États-Unis? M. Fortier pourrait certainement trouver quelques minutes pour le faire. Mais non, pendant que nous parlons d'enjeux, de projets concrets, les conservateurs jouent aux hommes sandwich quelque part sur les routes du Québec...

En matière d'innovation, le Bloc Québécois a toujours été en première ligne à Ottawa. Tout le monde se souvient de nos interventions répétées et soutenues à la Chambre des communes pour un financement d'Ottawa en recherche industrielle dans le secteur aéronautique. Nos interventions ont porté fruit aussi bien pour Pratt et Whitney, Bombardier que pour Bell Helicopter. Quand les conservateurs ont pris le pouvoir, il y avait de grandes inquiétudes, car les pressions sont fortes dans ce parti pour couper toute forme d'aide à Bombardier et à tout le secteur aéronautique. Au temps du Reform Party, des députés de ce parti fondé par Stephen Harper ont été jusqu'à envoyer des informations à Embraer, le concurrent de Bombardier, pour lui nuire devant l'OMC.

Mais les conservateurs savaient que s'ils continuaient à agir ainsi, il leur faudrait traverser le Bloc Québécois et tout le milieu des affaires au Québec. Les conservateurs n'ont pas osé s'attaquer au Québec de front, mais ils l'ont fait par la porte d'en arrière en refusant d'assurer au Québec une juste part des retombées des contrats aéronautiques. À ce moment-là, les ministres responsables de l'Industrie et des Travaux publics étaient Maxime Bernier et Michael Fortier.... Ça nous donne une idée de l'étendue de leur impuissance.

À Ottawa, c'est le Bloc Québécois qui est le garant du soutien à cette industrie vitale pour Montréal. Nous sommes également la seule formation politique qui fait constamment pression pour qu'Ottawa augmente son financement à la recherche et l'innovation. Nous proposons d'ailleurs un plan complet de soutien à l'industrie manufacturière et ce plan est fortement axé sur l'innovation. Les manufacturiers du Canada n'ont d'ailleurs pas hésité à applaudir notre plan, comme M. Trahan, le président des Manufacturiers et Exportateurs du Québec, peut en témoigner.

Tout comme M. Lifson, de Peerless, avec qui nous avons travaillé pour défendre l'industrie du vêtement à Ottawa. Nous allons continuer à défendre ce plan et avec l'appui des manufacturiers, nous allons avancer. Pour ce qui est des conservateurs, j'aimerais rappeler le Plan Harper de l'hiver dernier qui donnait plus à l'Alberta qu'au Québec ou à l'Ontario, alors que la crise manufacturière n'affecte pas l'Alberta. Les chiffres sont éloquentes : 23 000 dollars par emploi perdu en Alberta et 2300 dollars par emploi perdu au Québec. J'aimerais que M. Fortier nous explique comment il a pu perdre cette bataille au cabinet et comment peut-il prétendre après ça que les conservateurs sont mieux placés

que le Bloc Québécois pour défendre nos intérêts à Ottawa. La réalité lui donne tort!

Une autre façon de favoriser l'innovation, c'est d'offrir aux entreprises et aux villes et régions une expertise commune ou une plateforme de promotion pour attirer des investissements et favoriser les exportations. C'est ce que font les organismes de développement économique comme Montréal international, par exemple. Le terme « grappes industrielles » a été rendu célèbre par Gérald Tremblay lui-même. Les organismes de développement économique dont on parle découlent de cette philosophie de développement économique. Plusieurs endroits dans le monde se sont inspirés de cette façon de faire : Boston, par exemple.

Les conservateurs et le ministre Blackburn, eux, ont décidé de couper les fonds à ces organismes, provoquant la fureur de pratiquement tous les maires du Québec et la colère du gouvernement du Québec. Où était M. Fortier quand c'était le temps de renverser cette décision? Il n'y a aucun conservateur au Québec qui conteste cette décision qui est pourtant tellement décriée.

Nous allons mener cette bataille à Ottawa et avec votre appui, les conservateurs finiront par entendre raison. Et puis il y a peut-être le silence le plus scandaleux de tous de la part des conservateurs et c'est la question du projet conservateur de créer une agence fédérale des valeurs mobilières. Tout le monde s'y oppose au Québec et à Montréal et la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, a été obligée de menacer le gouvernement Harper de le traîner en cour sur cette question. Ça c'est le fédéralisme d'ouverture, mais l'ouverture, elle est seulement pour Toronto.

En matière de savoir, Montréal est d'une richesse inouïe : Quatre universités; trois centres hospitaliers universitaires; 200 centres de recherche universitaires; plus de 100 000 étudiants, dont 17 000 étudiants étrangers et 5 000 professeurs et chercheurs. Le problème principal que l'on vit dans ce domaine de l'éducation postsecondaire, c'est le sous-financement. La solution se trouve dans le dossier du déséquilibre fiscal.

Cette question n'est pas réglée comme l'affirment d'ailleurs les trois partis à l'Assemblée nationale. Il manque entre autres 820 millions de dollars par année au Québec au chapitre de l'éducation postsecondaire. Pour Montréal, ça représente une injection de 400 millions par année dans le secteur universitaire. Le gouvernement Harper a d'autres priorités : il fait des cadeaux fiscaux de plus de 2 milliards de dollars par année aux pétrolières. Je pense que c'est évident pour tout le monde : cet argent serait bien mieux utilisé dans le savoir, que dans l'or noir!

Comme le dit le maire Tremblay, Montréal est une des villes les plus sécuritaires en Amérique du Nord, mais, ajoute-t-il avec raison, des efforts supplémentaires doivent être réalisés. Maintenir l'ordre, appliquer la loi et assurer la sécurité à la population est un des devoirs les plus importants de l'État. Or, en Amérique du Nord, année après année, le Québec se retrouve tout en haut de la liste des endroits où il y a le moins de violence. Ça ne veut pas dire que tout est parfait et que nous devons nous asseoir sur nos lauriers, mais ça veut dire que nous avons une bonne approche. Stephen Harper, qui est un des fondateurs du Reform Party, s'inspire plutôt du système américain, un pays où il y a beaucoup plus de violence.

On a donc un premier ministre qui choisit sciemment un modèle idéologique qui ne fonctionne pas au détriment d'un modèle pragmatique qui fonctionne. Peu importe que la Cour suprême lui ait déjà dit non. Peu importe que cela aille à l'encontre l'esprit de la Convention internationale sur les droits de l'enfant. Peu importe que sa politique soit décriée par Jean Charest, Pauline Marois et même Mario Dumont. Stephen Harper veut mettre des enfants de 14 ans en prison et, dans certains cas, la prison à vie. C'est ce que j'appelle l'université du crime, où on prend un enfant et on en fait un criminel endurci. L'université du crime, ça coûte plus cher que l'université du savoir. Ça ne rapporte rien d'autre que des ennuis, de la violence, des crimes supplémentaires. C'est une folie, une folie réformiste!

Tous les gens sérieux donnent tort au chef conservateur :les policiers, les avocats, les criminalistes, tous les experts et même l'ADQ. Stephen Harper nous dit qu'il va mettre les jeunes délinquants en prison après qu'ils aient commis un crime violent. Est-ce que quelqu'un peut expliquer à Stephen Harper que ce que nous voulons, c'est d'intervenir avant que la violence n'éclate. Stephen Harper et les conservateurs veulent jouer aux durs qui s'attaquent aux criminels, mais ils manquent les vraies cibles. Pourtant, quand la guerre des motards a semé la terreur à Montréal autour des années 2000, on n'a jamais entendu un seul réformiste ou allianciste réclamer une loi antigang. C'est le Bloc Québécois qui a obtenu la loi antigang.

Pour accentuer les efforts contre les gangs de rue et les crimes commis avec des armes à feu, le Bloc Québécois propose de rendre illégal le port de symbole, de signe ou de représentation identifiant des individus comme membres d'une organisation criminelle reconnue comme telle par un juge. Nous allons déposer un amendement au *Code criminel* pour que la commission d'actes violents



impliquant des armes à feu ou des armes blanches, par des individus appartenant à des gangs de rue, soit considérée comme un facteur aggravant dans la détermination de la peine. Nous proposons la création d'un fonds permettant au Québec de former des procureurs de la Couronne spécialisés dans les procès liés aux gangs de rue. Nous voulons aussi l'abolition des libérations automatiques au 1/6<sup>e</sup> de la peine : nous n'acceptons pas que les narcotrafiquants soient libérés au 6<sup>e</sup> de leur peine. Et puis, le Bloc Québécois s'oppose fermement au démantèlement du registre des armes à feu. M. Harper devra bien nous expliquer un jour comment il peut prétendre être le champion de la loi et l'ordre, tout en étant le champion de la libre circulation des armes à feu. Il y a quand même des limites à la démagogie de bas étages !

S'attaquer aux racines du problème des gangs de rue, c'est aussi s'occuper de développement social. Il y a toujours eu une corrélation très forte entre l'inégalité sociale et la violence. Prenons l'exemple du logement. Si on oblige une famille à vivre à 7 dans un 2 et 1/2, ça risque de pousser les jeunes dans la rue. Mais si on fait en sorte que cette même famille puisse vivre dans un logement abordable et assez grand, un logement décent, on vient de leur donner une chance. Le Bloc Québécois a démontré qu'il y a des surplus de 8 milliards de dollars à la Société canadienne d'hypothèque et de logement, la SCHL. Quand on dit que l'argent est à Ottawa...

Le Bloc Québécois est d'avis que nous devons nous servir d'une partie de cet argent pour construire et entretenir des logements sociaux. Je connais assez Gérald Tremblay pour savoir que sa volonté d'offrir davantage de logements sociaux à ses concitoyens est sincère, mais encore faut-il avoir les moyens. Nous allons pousser de toutes nos forces pour libérer un premier milliard de la SCHL l'année qui vient et 2 milliards les années suivantes.

À Ottawa, il y a des partis qui parlent de logement abordable, mais le Bloc Québécois est le seul à avoir fait ses devoirs et à indiquer où est l'argent. L'argent est dans les coffres de la SCHL à Ottawa : il est temps de le ramener, ici, à Montréal ! Pour les jeunes familles, pour leur permettre d'accéder plus facilement à la propriété, le Bloc Québécois propose également un prêt sans intérêt jusqu'à hauteur de 10 000\$ dollars, pour l'achat d'une première propriété.

J'aurais pu parler encore de bien d'autres questions, mais vous me permettez de terminer avec la question peut-être la plus importante pour la nation québécoise : la langue française. La langue française, c'est une richesse pour Montréal, autant d'un point de vue culturel, que touristique ou économique. Montréal est la métropole de la nation québécoise, la métropole d'une nation francophone qui ne constitue que 2% de la population nord-américaine. On ne

peut pas et on ne doit pas se faire accroire que la situation du français à Montréal est parfaite.

À Ottawa, il y a moyen de faire quelque chose d'important en modifiant le Code canadien du travail. Il y a au Québec 200 000 travailleurs qui ne sont pas protégés par la loi 101, dans les banques, les ports, les aéroports, au CN. Nous avons un projet de loi pour modifier le Code canadien du travail et Stephen Harper, qui prétend comprendre la nation québécoise, a commandé à ses députés de voter contre. Entre l'ancien du Reform Party et la nouvelle incarnation de Stephen Harper qui racole les nationalistes québécois, il y a eu le président de la Canadian Citizen Coalition. Ce Stephen Harper-là, lui, finançait les efforts de Brent Tyler pour tailler en pièce la loi 101 devant les tribunaux. Il y a un test de sincérité pour Stephen Harper sur cette question. Si, pour lui, la reconnaissance de la nation québécoise n'est pas simplement une coquille vide, il a une belle occasion de le démontrer. Il reste 20 jours de campagne et les Montréalais ont le droit de savoir.

Comme vous pouvez le constater, le Bloc Québécois est en phase avec Montréal. Notre équipe est en mesure de mettre suffisamment de pression sur le gouvernement fédéral et avec votre appui, nous pourrions aller de l'avant. Nous avons le courage de nos convictions et nous mettons nos solutions sur la table et nous sommes prêts à en débattre. Nous n'avons pas peur de parler de projets ambitieux et c'est bien normal, nous sommes des souverainistes. Après tout, il n'y a pas de projet plus ambitieux pour Montréal que d'en faire la métropole d'un pays souverain. Les députés conservateurs prétendent, pour leur part, qu'eux seuls peuvent faire avancer les choses concrètement.

Pourtant, on a bien vu qu'ils ne défendent pas les intérêts de Montréal à Ottawa. Les députés conservateurs défendent les intérêts de Stephen Harper à Montréal. C'est très différent. Depuis le début de la campagne, les conservateurs font une campagne essentiellement négative, axée sur le dénigrement. Je suis intimement convaincu que la majorité des gens de Montréal rejette cette politique de dénigrement des conservateurs, cette politique du mépris. Nous n'avons pas bâti Montréal sur ce genre d'attitude. Montréal s'est bâtie avec des visions, des projets communs, une volonté d'aller de l'avant. Pour tous ceux qui rejettent ce mépris, pour tous ceux qui veulent une voix forte pour Montréal à Ottawa, Tous ceux qui veulent empêcher une majorité des conservateurs, Il n'y a qu'un seul moyen de le faire, C'est en appuyant le Bloc Québécois, Le seul parti capable de barrer la route à Stephen Harper!

MERCI